

**ESQUISSE DE TEXTE POUR AIDER À LA PRÉPARATION D'UNE CONVENTION SUR
LA COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE INTERNATIONALE ET LES EFFETS
DES JUGEMENTS ÉTRANGERS EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE**

préparée par le Bureau Permanent

* * *

**PRELIMINARY DRAFT OUT LINE TO ASSIST IN THE PREPARATION OF A CONVENTION
ON INTERNATIONAL JURISDICTION AND THE EFFECTS
OF FOREIGN JUDGMENTS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS**

Prepared by the Permanent Bureau

*Document d'information No 2 de septembre 1998
à l'intention de la Commission spéciale de novembre 1998
sur la question de la compétence, de la reconnaissance
et de l'exécution des jugements étrangers en matière civile et commerciale*

*Information Document No 2 of September 1998
for the attention of the Special Commission of November 1998
on the question of jurisdiction, recognition
and enforcement of foreign judgments in civil and commercial matters*

INTRODUCTION

Le document ci-joint a été préparé avec trois principaux objectifs à l'esprit:

- 1 synthétiser, autant que faire se peut, les documents de travail proposés lors des deux premières Commissions spéciales;
- 2 présenter une trame pour permettre une discussion approfondie sur les futures dispositions conventionnelles;
- 3 faciliter les débats de la Commission spéciale de novembre 1998.

En aucune manière, ce document ne peut remplacer le travail des experts qui seuls sont les auteurs des propositions de textes. Par ailleurs, le fait qu'un document de travail soit reproduit ici ne lie pas son ou ses auteur(s).

La Commission spéciale concentrera ses délibérations et sera amenée à procéder à des votes indicatifs sur certaines des questions suivantes:

- 1 Compétence directe
 - for du défendeur
 - élection de for
 - comparution du défendeur sans contestation de la compétence
 - compétence fondée sur l'activité
 - compétence contractuelle
 - compétence délictuelle
 - compétence en matière de succursales
 - compétences interdites
 - litispendance
 - *forum non conveniens*
- 2 Reconnaissance et exécution
 - reconnaissance de plein droit
 - actions déclaratoires
 - critères pour refuser la reconnaissance ou l'exécution (règle générale)
 - * compétence du juge d'origine
 - * décisions inconciliables
 - * ordre public
 - * fraude
 - * montant «excessif» des dommages et intérêts
 - critères pour refuser la reconnaissance ou l'exécution (jugements par défaut)
 - procédure

En outre, une partie de la session sera consacrée à une première discussion de la question des mesures provisoires et conservatoires.

Un agenda plus précis sera adressé aux experts fin octobre 1998.

INTRODUCTION

This document has been prepared with three principal objectives in mind –

- 1 to synthesise, as far as possible, the working documents proposed during the first two Special Commissions;
- 2 to present a framework to enable more detailed discussion on the future provisions of the Convention;
- 3 to facilitate the discussions of the Special Commission of November 1998.

This document cannot in any way replace the work of the experts who alone are the authors of proposed texts. Moreover, the fact that a working document is produced here does not bind its author(s).

The Special Commission will concentrate its discussions and will be led towards the taking of indicative votes on some of the following issues –

- 1 Direct jurisdiction
 - forum of the defendant
 - choice of court
 - appearance of the defendant without contesting jurisdiction
 - jurisdiction based on activities
 - jurisdiction in contract
 - jurisdiction in tort
 - jurisdiction concerning branches
 - prohibited grounds of jurisdiction
 - *lis pendens*
 - *forum non conveniens*.
- 2 Recognition and enforcement
 - recognition by operation of law
 - declaratory actions
 - grounds for refusing recognition or enforcement (general rule)
 - * jurisdiction of the court of origin
 - * irreconcilable decisions
 - * public policy
 - * fraud
 - * “excessive” damages
 - grounds for refusing recognition or enforcement (default judgments)
 - procedure.

In addition, one part of the session will be devoted to a first discussion of the question of provisional and protective measures.

A more detailed agenda will be sent to experts at the end of October 1998.

“Les paroles de la loi doivent
se peser comme des diamants”
attribué à Bentham in
Traité de législation civile et pénale

*NB.: Les titres des sections et des articles ne sont donnés
que pour permettre une meilleure appréhension du
document pour la discussion. Il est proposé que le texte
final du projet de convention ne comporte pas de tels
titres mais se limite à donner des intitulés aux chapitres.*

Convention sur la compétence juridictionnelle et les effets des décisions en matière civile et commerciale

Préambule (Doc.prél. 8, n° 4)

Les Etats signataires de la présente Convention,

Soucieux d'accroître la prévisibilité et la certitude dans la gestion et le règlement des différends internationaux en matière civile et commerciale devant les tribunaux des Etats,

Désirant éviter les contentieux inutiles et les duplications de procédures,

Souhaitant assurer un plein accès à la justice et un procès équitable pour les parties à un litige,

Considérant qu'il va de l'intérêt des justiciables de voir les règles de compétence juridictionnelle clairement définies et les décisions rendues dans un Etat reconnues et exécutées avec diligence dans un autre Etat,

Désireux d'assurer une interprétation aussi uniforme que possible de la présente Convention,

Sont convenus des dispositions suivantes:

“ Les paroles de la loi doivent
se peser comme des diamants ”
attributed to Bentham in
Traité de législation civile et pénale

N.B. The only purpose of titles of sections and articles is to allow a better use of the document for discussion. It is proposed that the final text of the draft Convention should not include such titles but should be limited to chapter headings.

CONVENTION ON JURISDICTION AND EFFECT OF DECISIONS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS

Preamble (Prel. Doc. 8, No 4)

The States signatory to the present Convention,

Considering to increase foreseeability and certainty in the management and resolution of international disputes in civil and commercial matters before national courts,

Wishing to avoid useless disputes and duplication of proceedings,

Wishing to ensure full access to justice and fair procedures for the parties to a dispute,

Considering that it is the interest of litigants that rules on jurisdiction be clearly defined and decisions rendered in one State be recognised and enforced with due speed in another State,

Wishing to ensure as much uniformity as is possible in the interpretation of the present Convention,

Have agreed on the following provisions –

CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Article 1 - Champ d'application matériel (Doc.prél. 7, n°31 à 51 ; Doc.prél 9, n°4 à 9 ; Doc.trav. 57 + 58 + 59)

La Convention s'applique aux litiges en matière civile et commerciale à l'exclusion des matières suivantes:

- a* état et capacité des personnes;
- b* obligations alimentaires;
- c* régimes matrimoniaux;
- d* testaments et successions;
- e* faillites et autres procédures analogues;
- f* sécurité sociale;
- g* arbitrage et toutes les questions annexes (*cf.* Aussi article 37 dans chapitre V);
- h* administratives;
- i* fiscales et douanières;
- j* responsabilité nucléaire lorsque les questions posées par le litige en cause sont régies par d'autres conventions (voir Doc.trav. 93).

Variante 1 à ajouter éventuellement (Doc.prél. 9 no 7)

NB. voir aussi article 25

La Convention s'applique aux litiges entrant dans son champ d'application matériel, quelle que soit la nature privée ou publique des parties au litige et quelle que soit la nature de la juridiction ou autorité appelée à statuer.

CHAPTER I – SCOPE OF THE CONVENTION

Article 1 – Substantive scope (Prel. Doc. 7, Nos 31 to 51; Prel. Doc. 9, Nos 4 to 9; Work. Docs. 57, 58 and 59)

The Convention shall apply to decisions in civil or commercial matters with the exception of –

- a* civil status and legal capacity of natural persons;
- b* maintenance obligations;
- c* matrimonial property regimes;
- d* wills and succession;
- e* bankruptcy and other similar procedures;
- f* social security;
- g* arbitration and related issues (see also Chapter V, Article 37);
- h* administrative;
- i* taxation and customs;
- j* liability for nuclear activity if not dealt with in other Conventions (see Work. Doc. 93).

Variant 1 to be possibly added (Prel. Doc. 9, No 7)

N.B. See also Article 25.

The Convention shall apply to disputes within its scope of application, whether the parties to the dispute are public or private and whatever court or authority is asked to adjudicate the matter.

Article 2 - Champ d'application géographique (Doc.prél 7, n°52 à 58; Doc.prél 9, n°10 à 15)

NB: voir aussi article 37 sur les rapports avec d'autres conventions

Variante 1 (Doc.trav. 67)

[Sous réserves des articles (élection de for et compétences exclusives), les dispositions de la présente Convention ayant trait à la compétence directe s'appliquent lorsque le défendeur a sa résidence habituelle sur le territoire d'un Etat contractant.

Les dispositions de la présente Convention sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers s'appliquent aux jugements des tribunaux des Etats contractants [et aux actes authentiques, etc...]

Cette Convention n'affecte pas l'application, entre deux ou plusieurs Etats contractants, d'autres Conventions sur la compétence ou la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers auxquelles les Etats sont Parties.

Variante 2 (Doc.trav.72)

La présente Convention s'applique:

a en matière de compétence directe

(i) lorsque le défendeur a sa résidence habituelle sur le territoire d'un Etat contractant et qui n'est pas Partie à l'une des Conventions mentionnées à l'article __ ci-dessous, ou

(ii) lorsque, en vertu des dispositions de la présente Convention, une compétence exclusive est conférée à un tribunal situé sur le territoire d'un Etat contractant et qui n'est pas Partie à l'une des Conventions mentionnées à l'article __ ci-dessous, ou

(iii) lorsque, en vertu des dispositions de la présente Convention, une élection de for est faite en faveur d'un tribunal [des tribunaux] d'un Etat contractant et qui n'est pas Partie à l'une des Conventions mentionnées à l'article __ ci-dessous;

b en ce qui concerne la litispendance [prévue à l'article __], lorsque l'action est portée d'une part devant le tribunal d'un Etat contractant et d'autre part devant le tribunal d'un Etat contractant qui est Partie à l'une des Conventions mentionnées à l'article __;

c en ce qui concerne la reconnaissance et l'exécution, lorsque l'Etat d'origine ou l'Etat requis n'est pas Partie à l'une des Conventions mentionnées à l'article __.

Article 2 – Geographical scope of the Convention (Prel. Doc. 7, Nos 52 to 58; Prel. Doc. 9, Nos 10 to 15)

N.B. See also Article 37 for relations with other conventions

Variant 1 (Work. Doc. 67)

[Subject to the provisions of Articles (choice of court and exclusive jurisdiction)] the provisions of this Convention regulating jurisdiction shall apply where the defendant is habitually resident in a Contracting State.

The provisions of this Convention on the recognition and enforcement of foreign judgments apply to judgments of courts in the Contracting States [and to authentic acts, etc. ...]

The Convention shall not affect the application of any convention on jurisdiction or the recognition and enforcement of foreign judgments, to which two or more of the Contracting States are parties, to the relationship between such States.

Variant 2 (Work. Doc. 72)

This Convention shall apply –

a in matters of jurisdiction,

(i) where the defendant has his habitual residence in the territory of a Contracting State which is not a Party to one or more of the Conventions mentioned in Article ____ hereunder, or

(ii) where according to the provisions of this Convention an exclusive jurisdiction is conferred on the courts of a Contracting State which is not a Party to one or more of the Conventions mentioned in Article ____ hereunder, or

(iii) where according to the provisions of this Convention a choice of forum is made for a court [or the courts] of a Contracting State which is not a Party to one or more of the Conventions mentioned in Article ____ hereunder;

b in relation to a *lis pendens* [as provided for in Article ____], when proceedings are instituted in a Contracting State which is a Party to this Convention and in a Contracting State which is a Party to one or more of the Conventions mentioned in Article ____ hereunder;

c in matters of recognition and enforcement, where either the State of origin or the State addressed is not a Party to one or more of the Conventions mentioned in Article ____ hereunder.

Variante 3 (adaptation du Doc.trav. 92)

La présente Convention s'applique:

1 En ce qui concerne la compétence directe,

a lorsque le tribunal saisi est le tribunal d'un Etat contractant et que le défendeur est domicilié (ou a sa résidence habituelle) dans un Etat contractant.

b Nonobstant le paragraphe *a* ci-dessus, lorsque le tribunal saisi est le tribunal d'un Etat contractant qui possède une compétence exclusive en vertu de la présente Convention.

c Lorsque le tribunal saisi est le tribunal d'un Etat contractant qui a été désigné par une clause d'élection de for convenue entre les parties, ou lorsque, au moment de l'introduction de l'instance, le défendeur n'a pas contesté la compétence du tribunal. [règle à créer lorsque le tribunal désigné n'est pas situé sur le territoire d'un Etat contractant]

2 En ce qui concerne la litispendance et la connexité, lorsque les deux tribunaux saisis sont situés sur le territoire de deux Etats contractants différents.

3 En ce qui concerne la reconnaissance et l'exécution, et sous réserve des dispositions transitoires prévues à l'article __, lorsque l'Etat d'origine et l'Etat requis sont tous deux des Etats contractants.

Variante 4 (Proposition du Bureau Permanent) (Doc.prél. 7, No 55; Doc.prél. 9, No 10 à 15)

Sous réserve des dispositions transitoires prévues aux articles __ à __, la présente Convention s'applique:

1 en ce qui concerne les règles de compétence directe, lorsque le tribunal saisi de la demande est situé sur le territoire d'un Etat contractant;

2 par dérogation au paragraphe 1, le tribunal saisi peut appliquer ses règles de droit commun y compris celles exclues en vertu des articles 19 et 20 de cette Convention [compétences interdites] à condition que la Convention ne lui donne pas compétence et ne donne compétence à aucun autre tribunal d'un Etat contractant;

NB.: La disposition du paragraphe 2 ne pourra peut être pas fonctionner dans le cadre d'une convention mixte ouverte

3 en ce qui concerne la litispendance et la connexité, lorsque les tribunaux en cause sont situés sur le territoire de plusieurs Etats contractants;

4 en ce qui concerne les règles de reconnaissance et d'exécution, lorsque la décision en cause a été rendue par le tribunal d'un Etat contractant et qu'elle est présentée à la reconnaissance ou l'exécution dans un d'un autre Etat contractant.

Variant 3 (adaptation of Work. Doc. 92)

The Convention shall apply –

1 in matters of jurisdiction

a when the court seised is located in a Contracting State and the defendant is domiciled (or has his habitual residence) in a Contracting State;

b notwithstanding paragraph *a* above, when the court seised is the court of a Contracting State with exclusive jurisdiction according to the Convention;

c when the court seised is the court of a Contracting State designated by the parties to a choice of court clause, or when, at the time the action is commenced, the defendant has not contested the court's jurisdiction. [Rule to be created for the case where the court chosen is not located on the territory of a Contracting State.]

2 In matters of *lis pendens* and related actions, when both courts seised are located on the territory of two different Contracting States.

3 In matters of recognition and enforcement, and subject to the transitional provisions of Article ___, when the State of origin and the State addressed are Contracting States.

Variant No 4 (proposed by the Permanent Bureau) (Prel.Doc. 7, No 55; Prel. Doc. 9, Nos 10 to 15)

Subject to the transitional provisions set out in Articles ___ to ___ the Convention shall apply –

1 in matters of jurisdiction, when the court seised of the action is located on the territory of a Contracting State;

2 notwithstanding paragraph 1, the court seised may apply its non-Convention rules including those excluded under Articles 19 and 20 of the Convention [prohibited jurisdiction] provided that the Convention does not confer jurisdiction on it or on any other court in a Contracting State;

N.B. The provision of paragraph 2 could perhaps not operate within the context of an open mixed convention.

3 in matters of *lis pendens* and related actions, when the courts concerned are located in the territories of several Contracting States;

4 in matters of recognition and enforcement, when the decision in question has been given by the court of a Contracting State and it is presented for recognition or enforcement in another Contracting State.

CHAPITRE II - COMPÉTENCE**Section 1 – Compétences obligatoires**

Article 3 – For du défendeur (Doc.prél 7, n°133 ; Doc.prél 8, n°9 à 12) (adaptation des Doc.trav. 8, 15 et 21)

La compétence générale à l'égard d'un défendeur est conférée au tribunal: [aux tribunaux de l'Etat]

NB.: La rédaction définitive de ce chapeau dépendra de la décision à prendre à partir du Doc.trav. 38 (voir également Doc.prél.7, n° 76 à 78, Doc.prél.8, n° 6)

- a* de sa résidence habituelle [son domicile], s'il s'agit d'une personne physique
- b* du siège social statutaire (lieu d'enregistrement) ou réel (lieu du principal établissement ou de l'administration centrale), s'il s'agit d'une personne morale.

CHAPTER II – GROUNDS OF JURISDICTION

Section 1 – Compulsory grounds of jurisdiction

Article 3 – Defendant's forum (Prel. Doc. 7, No 133; Prel. Doc. 8, Nos 9 to 12)
(adaptation of Work. Docs. 8, 15 and 21)

General jurisdiction in respect of a defendant is conferred on the court: [on the courts of the State]

N.B. The precise draft of this introductory clause will depend on the decision to be taken on Work. Doc. 38 (see Prel. Doc. 7, Nos 76 to 78, Prel. Doc. 8, No 6)

- a* of his habitual residence [his domicile], in the case of a natural person;
- b* of its statutory headquarters (place of incorporation) or real headquarters (principal place of business or place of central management), in the case of a legal person.

Article 4 - Election de for (Doc.prél. 7, n°103 à 107, 111 à 114, 146 ; Doc.prél.8, n°13 à 23; Doc.prél.9, n°77 à 82)

NB.: Voir aussi article 8 «contrat de travail»

Variante 1 (Doc.trav. 78)

1 Si les parties sont convenues d'un tribunal ou de tribunaux d'un Etat contractant pour connaître des différends nés ou à naître à l'occasion d'un rapport de droit déterminé, ce tribunal ou les tribunaux de cet Etat sont seuls compétents, sauf si les parties sont convenues que cette compétence ne soit pas exclusive.

2 Une telle convention est conclue

a par écrit ou tout autre moyen de communication qui permet d'en établir la preuve par un texte,

b verbalement avec une confirmation donnée par écrit ou tout autre moyen de communication qui permet d'en établir la preuve par un texte, ou

c dans une forme conforme à un usage qui est régulièrement suivi par les parties ou dont elles savent ou sont censées savoir qu'il est régulièrement observé par des parties dans des contrats de même nature dans la branche commerciale considérée.

3 En matière de contrats individuels de travail, de contrats conclus par le consommateur [et de contrats d'assurance], les conventions attributives de juridiction ne produisent leurs effets que si elles sont postérieures à la naissance du différend.

4 La convention attributive de juridiction est sans effet si les tribunaux à la compétence desquels elle déroge sont exclusivement compétents en vertu de l'article X.

5 [La convention attributive de juridiction est sans effet si elle conduit à priver d'une manière abusive une partie de l'accès aux tribunaux compétents en vertu des articles ..., notamment en raison des pressions excessives que cette partie a subies lors de la conclusion de la convention.]

Variante 2 (adaptation des Doc.trav. 5, 17, 33)

1 Sous réserve des dispositions ci-après, les parties à un litige né ou à naître sont libres de conclure une convention d'élection de for.

2 Aucune convention d'élection de for ne peut déroger aux compétences prévues à l'article 13 ci-dessous [compétences exclusives]

3 Une convention d'élection de for peut déroger aux compétences prévues aux articles __ et __ ci-dessous [compétences de protection] à condition qu'elle soit conclue après la survenance du litige ou qu'elle permette de donner un plus large choix de fors potentiels au [consommateur] [travailleur]

Article 4 – Choice of Court (Prel. Doc. 7, Nos 103 to 107, 111 to 114, 146; Prel. Doc. 8, Nos 13 to 23; Prel. Doc. 9, Nos 77 to 82)

N.B. See also Article 8 contracts with employees.

Variant 1 (Work. Doc. 78)

1 If the parties have agreed that a court or the courts of a Contracting State are to have jurisdiction to settle any disputes which have arisen or which may arise in connection with a particular legal relationship, that court or those courts shall have exclusive jurisdiction, unless the parties agreed that such jurisdiction shall not be exclusive.

2 Such agreement may be entered into –

a in writing or by any other means of communication which can be evidenced by a text;

b verbally and confirmed in writing or by any other means of communication which can be evidenced by a text; or

c in a form which accords with a usage which is regularly observed by the parties or of which they are or ought to have been aware that it is regularly observed by parties to contracts of the same nature in the particular trade or commerce concerned.

3 In matters relating to individual contracts of employment, consumer or insurance contracts, an agreement conferring jurisdiction shall have legal force only if it is entered into after the dispute has arisen.

4 Agreements conferring jurisdiction shall have no legal force if the court whose jurisdiction they purport to exclude have exclusive jurisdiction by virtue of Article X.

5 [The agreement conferring jurisdiction shall have no legal force if it results in abusively depriving a party from the access to the tribunals having jurisdiction by virtue of Articles ___, in particular in case excessive pressure has been suffered by such party when the agreement was made.]

Variant 2 (adaptation of Work. Docs. 5, 17, 33)

1 Subject to the following provisions, the parties to existing or future litigation are free to enter into a choice of court agreement.

2 No choice of court agreement may derogate from the jurisdictions provided for by Article 13 below (exclusive jurisdictions).

3 A choice of court agreement may derogate from the jurisdictions provided for by Articles 7 and 8 below (protective jurisdictions) provided that it is concluded after the commencement of litigation or that it offers to the [consumer][worker] a wider choice of potential fora.

4 Dans tous les autres cas, et quelle que soit la forme dans laquelle elle a été conclue, une convention d'élection de for est valable *prima facie* à moins que la partie qui s'oppose à son application démontre

a qu'elle n'y a pas donné son accord ; ou

b que si elle y a donné son accord, celui-ci lui a été imposé par l'autre partie, notamment en raison d'un abus de puissance économique.

5 La convention d'élection de for valable au regard de la présente Convention s'étend à tous les litiges survenant entre les parties et [mais] empêche [n'empêche pas] l'appel en intervention ou en garantie ou autre mécanisme similaire de jouer entre les parties.

6 La convention d'élection de for valable est exclusive de toute autre compétence à condition que les parties en ait expressément disposé ainsi [à moins que les parties n'en ait disposé autrement].

*NB.: Le paragraphe 6 prend une importance particulière
au regard de l'article 14 sur les mesures provisoires et
conservatoires*

7 La convention d'élection de for valable est exclusive de toute autre compétence et le mécanisme prévu à l'article 24 ci-dessous ne peut pas être appliqué, même si le procès pour lequel il y a eu élection de for présente un lien de connexité avec un autre procès et qu'il serait de bonne administration de la justice de juger les deux procès en même temps. [L'élection de for valable est exclusive de toute autre compétence. Toutefois, le mécanisme prévu à l'article 24 ci-dessous peut être appliqué si le procès pour lequel il y a eu élection de for présente un lien de connexité avec un autre procès et qu'il pourrait être souhaitable de juger les deux procès en même temps]

4 In all other cases, a choice of court agreement, in whatever form it has been concluded, is *prima facie* valid unless the party who opposes its application shows –

a that he has not agreed to it; or

b that, if he has agreed to it, the agreement was imposed upon him by the other party, especially by reason of abuse of economic power.

5 A choice of court agreement which is valid under the Convention applies to all litigation arising between the parties and [but] prevents [does not prevent] third party actions or any similar proceedings to have effect as between the parties.

6 A valid choice of court agreement excludes all other jurisdictions provided that the parties have expressly so provided [unless the parties have otherwise provided].

N.B. Paragraph 6 is particularly important in view of Article 14 on Provisional and Protective Measures.

7 A valid choice of court agreement excludes all other jurisdictions and the procedure provided for by Article 24 below may not be applied, even if the proceedings involving the choice of court are related to other proceedings and it would be in the interests of the administration of justice to dispose of the two proceedings at the same time. [A valid choice of court agreement excludes all other jurisdictions. However, the procedure provided for by Article 24 below may be applied if the proceedings involving the choice of court are related to other proceedings and it would be of benefit to dispose of the two proceedings at the same time.]

Article 5 - Comparution du défendeur sans contestation de la compétence (Doc. pré1.7, n°108 à 110 ; Doc.prél.8, n°24 à 27)

Variante 1 (Doc.trav. 78)

Le tribunal devant lequel le défendeur procède au fond sans faire de réserve est compétent, sauf s'il existe une autre juridiction exclusivement compétente en vertu de l'article ____.

Variante 2 (Proposition du Bureau Permanent)

Sauf les cas où il existe un tribunal exclusivement compétent au sens de la Convention, le tribunal saisi est compétent lorsque le défendeur comparaît en personne ou est représenté, et se défend au fond sans soulever l'incompétence du for. Le défendeur pourra toutefois démontrer ultérieurement, y compris dans la procédure de reconnaissance et d'exécution du jugement, qu'il n'a pas renoncé à se prévaloir de l'incompétence du for parce qu'il aurait procédé devant le tribunal d'origine par ignorance excusable ou sous l'effet de la contrainte [par exemple, pour sauvegarder un droit ou empêcher une situation irrémédiable de se produire].

Article 5 – Appearance of defendant without contesting jurisdiction (Prel. Doc. 7,
Nos 108 to 110; Prel. Doc. 8, Nos 24 to 27)

Variant 1 (Work. Doc. 78)

A court shall have jurisdiction if the defendant proceeds on the merits without reservation, unless another court has exclusive jurisdiction by virtue of Article ____.

Variant 2 (proposed by the Permanent Bureau)

Save in cases where there is a court with exclusive jurisdiction under the Convention, the court seised shall have jurisdiction when the defendant appears in person or is represented and defends the case on the merits without contesting jurisdiction. However, the defendant may subsequently, including in proceedings for the recognition and enforcement of the judgment, establish that he did not renounce to contest the jurisdiction of the forum because he proceeded through excusable ignorance or under constraint [for example, to protect a right or to prevent an irremediable situation from arising].

Article 6 - Contrats en général (Doc.prél 7, n°118 à 120 ; Doc.prél 8, n°65 à 70 ; Doc.prél 9, n°72 et 73)

Variante 1 (Doc.trav. 65)

Le défendeur domicilié sur le territoire d'un Etat contractant peut être attiré, dans un autre Etat contractant:

1 en matière contractuelle relative à l'acquisition à titre onéreux de propriété ou la cession à titre onéreux d'une chose, si l'obligation du débiteur de la chose ou la validité du contrat servent de base à la demande, devant le tribunal du lieu

- où l'immeuble est situé,
- de la situation convenue de l'objet mobilier corporel;

2 en matière contractuelle relative à des activités exercées à titre onéreux, à l'exception des contrats de travail, si les obligations de faire ou la validité du contrat servent de base à la demande, devant le tribunal du lieu où, conformément aux conditions stipulées, les éléments essentiels de cette activité doivent être accomplis;

3 au regard des contrats prévus aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus, si l'obligation de payer faite au débiteur d'argent sert de base à la demande, devant le tribunal du lieu investi au moment de la conclusion du contrat, de la compétence judiciaire de droit commun à l'égard du débiteur d'argent;

4 en matière de contrat de prêt ainsi qu'en matière de contrat à titre onéreux relatif à l'acquisition de créances, de droits incorporels ou de parts sociales devant le tribunal du lieu investi, au moment de la conclusion du contrat, de la compétence judiciaire de droit commun à l'égard de ce défendeur.

Variante 2 (Doc.trav. 66)

1 Le demandeur peut introduire son action, en matière contractuelle, au lieu où le débiteur de l'obligation caractéristique du contrat exerce ou devait exercer l'activité prédominante tendant à l'exécution de cette obligation, en particulier la livraison d'une chose ou la prestation de services.

2 L'obligation de la partie qui fournit ou doit fournir principalement un paiement en contrepartie d'une prestation non pécuniaire n'est pas une obligation caractéristique au sens du paragraphe précédent.

3 Lorsque l'activité visée au paragraphe 1 est située dans plusieurs Etats, seule l'activité principale est prise en considération.

Article 6 – Contracts in general (Prel. Doc. 7, Nos 118 to 120; Prel. Doc. 8, Nos 65 to 70; Prel. Doc. 9, Nos 72 and 73)

Variant 1 (Work. Doc. 65)

A person domiciled in a Contracting State may, in another Contracting State, be sued –

1 if, in matters relating to a contract for paid acquisition of ownership of property or for paid transfer of property for use, the duty of the party under an obligation with respect to the property or the validity of the contract is the subject-matter of the proceedings, in the courts for the place –

- where the immovable property is situated;
- of the agreed location of the movable property;

2 if, in matters relating to a contract for paid work, except for a contract of employment, the duties to act or the validity of the contract is the subject-matter of the proceedings, in the courts for the agreed place where the work mainly has to be carried out;

3 if, in the contracts referred to under numbers 1 and 2 above, the pecuniary debtor's duty to pay is the subject-matter of the proceedings, in the courts at the pecuniary debtor's general venue at the time the contract was concluded;

4 in matters relating to loan contracts and to paid contracts for acquisition of claims, rights to intangible assets or shares in partnerships or companies, in the courts at such person's general venue at the time the contract was concluded.

Variant 2 (Work. Doc. 66)

1 The plaintiff can introduce his/her claim, in matters relating to a contract, at the place where the party having to perform the characteristic obligation is or should have been exercising the essential activity related to the performance of such obligation, in particular the delivery of goods or the supply of services.

2 The obligation of a party who has to proceed or should have proceeded essentially with the payment in compensation of a non-financial performance is not considered as a characteristic obligation within the meaning of the preceding paragraph.

3 In case the activity referred to in paragraph 1 is located in several States, only the predominant activity is taken into consideration.

Variante 3 (Doc.trav. 79)

Une personne domiciliée dans un Etat contractant peut être poursuivie dans un autre Etat contractant:

En matière contractuelle, devant le tribunal du lieu d'exécution de l'obligation en litige.

Sous réserve des dispositions expresses du contrat, on considère que:

- a* le lieu d'exécution d'une obligation de payer est situé au domicile du créancier;
- b* le lieu d'exécution d'une obligation de livrer des marchandises est situé au domicile du bénéficiaire;
- c* le lieu d'exécution d'une obligation de fournir un service est situé au domicile du prestataire de service.

Variante 4 (Proposition du Bureau Permanent)

Pour les contrats entièrement formés et exécutés par des moyens électroniques, le demandeur pourra porter son action pour la totalité de son préjudice devant le tribunal de son domicile [résidence habituelle] [à condition qu'il ait lui-même rempli l'intégralité de ses obligations].

Variant 3 (Work. Doc. 79)

A person domiciled in a Contracting State may, in another Contracting State, be sued –

In matters relating to a contract in the courts for the place of performance of the obligation in question.

For this purpose, subject to any express provision in the contract –

a the place of performance of an obligation to pay money shall be deemed to be the place where the payee is domiciled;

b the place of performance of an obligation to deliver goods shall be deemed to be the place where the recipient is domiciled;

c the place of performance of an obligation to perform a service shall be deemed to be the place where the person who is under the obligation is domiciled.

Variant 4 (proposed by the Permanent Bureau)

For contracts made and performed entirely by electronic means, the plaintiff may bring a claim in respect of all his losses in the court of his domicile [habitual residence] [provided that he has fulfilled all of his obligations].

Article 7 - Contrats avec les consommateurs (Doc.prél 7, n° 97 à 102 ; Doc.prél. 8, n°49 à 50)

Variante 1 (Doc.trav. 80)

Le demandeur peut introduire son action dans l'Etat de sa résidence habituelle si l'action découle d'un contrat sans rapport avec son activité commerciale et si le défendeur l'a conclu dans le cadre de son activité commerciale dans cet Etat.

Variante 2 (Doc.trav. 90)

1 Une compagnie d'assurance, une banque, une société de courtage, une société de transports ou une agence de voyage ayant son siège dans un Etat contractant peut être attraite devant les tribunaux d'un autre Etat contractant au lieu de la compétence générale d'un client, si la société a offert ses services dans cet Etat ou y a fait de la publicité et que le client y ait entrepris les démarches nécessaires en vue de la conclusion du contrat.

2 En matière d'assurance de responsabilité ou d'assurance immobilière, l'assuré peut également porter sa plainte contre l'assureur au lieu où le fait dommageable s'est produit.

Variante 3 (Doc.trav. 89 No 2)

Un défendeur est soumis à la compétence d'un Etat pour des réclamations découlant d'activités conduites hors du territoire de cet Etat si la réclamation

a est liée à une activité commerciale du défendeur conduite dans cet Etat ou en rapport avec une vente, un achat ou l'usage d'un bien ou d'un service dans cet Etat; et

b [(i) [Cf. l'article 10 – délits, variante 2],

(ii) que, dans le cas d'une violation contractuelle, le contrat ait été conclu par le demandeur alors qu'il était résident habituel de cet Etat,

et à condition que la réclamation ne soit pas liée à l'activité professionnelle du demandeur.

Article 7 – Contracts with consumers (Prel. Doc. 7, Nos 97 to 102; Prel. Doc. 8, Nos 49 and 50)

Variant 1 (Work. Doc. 80)

The plaintiff can introduce his/her claim in the State of its habitual residence if such claim arises out of a transaction not related to its business activity and if the defendant has engaged in the course of its business activity in that State.

Variant 2 (Work. Doc. 90)

1 An insurance company, bank, brokerage company, transport company or travel agency, which has its seat in a Contracting State can be sued in another Contracting State at the place of general jurisdiction of a customer if the company has offered its services in this State or has advertised for it and the customer has undertaken the necessary legal steps there in order for the contract to be concluded.

2 In respect of liability insurance, or insurance of immovable property, the insured party may also sue the insurer in the courts of the place where the harmful event occurred.

Variant 3 (Work. Doc. No 89, No 2)

A defendant shall be subject to jurisdiction of a State for claims arising out of activities elsewhere if the claim –

a relates to commercial activity of the defendant that is conducted within or related to the sale, purchase or use of goods or services in that State; and

b [(i) Cf. Article 10 – torts, Variant 2]

(ii) in the case of an alleged breach of contract, the contract was entered into by the plaintiff while habitually resident in that State,

provided that the claim does not arise from a business or profession of the plaintiff.

Article 8 - Contrat de travail (Doc.prél 7, n°93 à 96 ; Doc.prél.8, n°51 à 53)Variante 1 (Doc.trav. 83)

1 *a* En matière de contrat individuel de travail le défendeur, ayant sa résidence habituelle sur le territoire d'un Etat contractant, peut être attiré, dans un autre Etat contractant, devant le tribunal du lieu où le travail est habituellement accompli.

b En outre, le travailleur peut, lorsque le travail n'est pas habituellement accompli dans le même Etat contractant, attirer l'employeur, ayant sa résidence habituelle sur le territoire d'un Etat contractant, dans un autre Etat contractant, devant le tribunal du lieu où se trouve, ou se trouvait l'établissement qui a embauché le travailleur.

NB.: Le paragraphe 2 ci-dessous pourrait être inséré à l'article 4

2 En matière de contrat individuel de travail, une convention attributive de juridiction, conclue en conformité de l'article ... (référence aux conditions de validité des clauses attributives de juridiction) de cette Convention, ne produit ses effets que si elle est postérieure à la naissance du différend ou si le travailleur l'invoque pour saisir d'autres tribunaux que ceux de l'Etat contractant sur le territoire duquel se trouve la résidence habituelle du défendeur ou celui indiqué au paragraphe 1 ci-dessus.

Article 8 – Contracts with employees (Prel. Doc. 7, Nos 93 to 96; Prel. Doc. 8, Nos 51 to 53)

Variant 1 (Work. Doc. 83)

1 *a* In matters relating to individual contracts of employment, the defendant, having its habitual residence in a Contracting State, may be sued, in another Contracting State, in the court of the place where the work is habitually carried out.

b In addition, if the work is not habitually carried out in any one Contracting State, the employee may sue the employer, whose habitual residence is in one Contracting State, in another Contracting State before the court of the place where the business which hired the employee is or was situated.

N.B. Paragraph 2 hereunder can be added to Article 4.

2 In matters relating to individual contracts of employment, a choice of court clause entered into under Article ____ (reference is hereby made to the conditions of validity of choice of court clauses), shall have legal force only if it is entered into after the dispute has arisen or if the employee invokes it to seise courts other than those of the Contracting State in which the defendant is habitually resident or the one specified under paragraph 1 above.

Article 9 - Compétence en matière de succursales (Doc.prél. 7, n°123, Doc.prél. 8, n°32; Doc.prél. 9, n°85 à 87)

Variante 1 (Doc.trav. 85)

Le demandeur peut introduire son action, s'il s'agit d'une contestation relative à l'exploitation d'une succursale, d'une agence, d'un établissement ou de tout autre lieu où le défendeur exerce une activité économique régulière avec des moyens humains et des biens ou des services, au lieu de cette succursale, agence, établissement ou activité.

Article 9 – Jurisdiction for branches (Prel. Doc. 7, No 123; Prel. Doc. 8, No 32; Prel. Doc. 9, Nos 85 to 87)

Variant 1 (Work. Doc. 85)

The plaintiff can introduce his/her claim, as regards a dispute arising out of the activities of a branch, agency, establishment or other place where the defendant carries out a regular economic activity with human means and goods or services, at the place where such branch, agency, establishment or activity is situated.

Article 10 - Compétence en matière de délits (Doc.prél. 7, n°121 et 122, 129 à 132 ; Doc.prél. 8, n°71 à 80 ; Doc.prél. 9, n°74 à 76)

Variante 1 (Doc.trav. 86)

Le demandeur peut introduire son action, en matière délictuelle:

- a* au lieu de l'acte ou de l'omission à l'origine du dommage, ou
- b* au lieu où le dommage initial est survenu, si l'activité du défendeur était destinée à produire des effets dans l'Etat considéré.

Si le dommage est survenu sur le territoire de plusieurs Etats, la demande peut être introduite uniquement au lieu situé dans un Etat où une partie significative du dommage s'est produite.

Le demandeur peut introduire une action en cessation d'une activité qui risque de lui causer un dommage, soit au lieu de cette activité, soit au lieu où le dommage risque de se produire.

Variante 2 (Doc.trav. 89, n° 2)

Un défendeur est soumis à la compétence d'un Etat pour des réclamations découlant d'activités conduites hors du territoire de cet Etat si la réclamation

a est liée à une activité commerciale du défendeur conduite dans cet Etat ou en rapport avec une vente, un achat ou l'usage d'un bien ou d'un service dans cet Etat; et

b (i) que, dans le cas de la commission d'un délit, le dommage soit survenu dans cet Etat,

[(ii) ...]

et à condition que la réclamation ne soit pas liée à l'activité professionnelle du demandeur.

Article 10 – Jurisdiction in matters of tort (Prel. Doc. 7, Nos 121 and 122, 129 to 132; Prel. Doc. 8, Nos 71 to 80; Prel. Doc. 9, Nos 74 to 76)

Variant 1 (Work. Doc. 86)

The plaintiff can introduce his/her claim, in matters of tort –

- a* at the place where the event which caused the injury occurred; or
- b* at the place where the injury was initially sustained, provided that the defendant's conduct was aimed at producing effects in the State concerned.

If the injury was sustained on the territory of several States, the claim can be introduced at the place in a State where a significant part of the injury was sustained.

The plaintiff can bring an action to obtain an injunction to cease an activity which could cause him/her an injury either at the place of such activity or at the place where the injury could occur.

Variant 2 (Work. Doc. 89, No 2)

A defendant shall be subject to jurisdiction of a State for claims arising out of activities elsewhere if the claim –

- a* relates to commercial activity of the defendant that is conducted within or related to the sale, purchase or use of goods or services in that State; and
- b* (i) in the case of an alleged tort, the injury occurred in that State; or
 [(ii) ...]

provided that the claim does not arise from a business or profession of the plaintiff.

Article 11 - Compétence fondée sur l'activité**Variante 1 (Doc.trav. 89 No 1 + 91)**

Une personne, qu'elle agisse directement ou par l'intermédiaire d'un tiers, est soumise à la compétence d'un Etat, si son activité a été conduite à titre habituel dans cet Etat ou si elle a été dirigée vers cet Etat, pour une obligation issue de cette activité.

Article 11 – Specific jurisdiction based on business activity

Variant 1 (Work. Doc. 89, No 1 and Work. Doc. 91)

A defendant, whether acting directly or through a third party, shall be subject to the jurisdiction of a State for a claim arising out of activities regularly carried on within or directed to that State.

Article 12 – Trusts (Doc.prél. 7, n°124 ; doc.prél. 8, n°56 à 60)
(Doc.trav. 23)

1 Dans les procédures qui ont pour objet la détermination de la validité du trust, son interprétation, sa modification, la mise en œuvre de l'acte créant le trust ou la contestation née de cet acte entre les trustees ou les bénéficiaires, auront compétence exclusive les tribunaux de l'Etat

a désignés expressément à cet effet dans l'acte de trust, ou

b en l'absence d'une telle désignation, dans lequel est situé le lieu principal de l'administration du trust concerné, ou

c si un tel lieu ne peut pas être déterminé, dans lequel est situé le lieu avec lequel le trust a le lien le plus étroit et le plus réel.

2 Les dispositions du paragraphe premier s'appliqueront nonobstant le fait que le trust peut être jugé invalide ou inexistant.

3 Pour déterminer le lieu avec lequel le trust a son lien le plus étroit et le plus réel, il est tenu compte notamment:

a du lieu ou des lieux d'administration du trust;

b des lieux de résidence ou d'établissement des trustees; et

c du ou des lieux où les objectifs du trust doivent être accomplis.

Article 12 – Trusts (Prel. Doc. 7, No 124; Prel. Doc. 8, Nos. 56 to 60)
(Work. Doc. 23)

1 In the case of proceedings whose object is to decide upon the validity, interpretation, variation or implementation of a trust instrument or upon any dispute under the terms thereof between or among trustees and beneficiaries, there shall be exclusive jurisdiction in the courts of the State –

- a* designated expressly for this purpose in terms of the trust instrument; or
- b* failing which, in which is situated the principal place of administration of the trust in question; or
- c* if such a place cannot be determined, in which is situated the place with which the trust has the closest and most substantial connection.

2 The provisions in paragraph 1 apply notwithstanding that the trust may be held to be invalid or non-existent.

3 In order to ascertain the place with which a trust has its closest and most substantial connection, weight shall be given in particular to –

- a* the place or places where the trust is administered;
- b* the places of residence or business of the trustees; and
- c* the place or places where the purposes of the trust are to be fulfilled.

Article 13 - Compétences exclusives (Doc.prél. 7 n° 83 à 91; Doc.prél. 8, n° 28 à 45)

(Doc.trav. 1, 4, 14)

1 En matière de droits réels immobiliers et de baux d'immeubles, les tribunaux de l'Etat contractant où l'immeuble est situé sont [seuls] compétents. [Ces tribunaux sont seuls compétents, sauf si, en matière de baux d'immeubles, le locataire a sa résidence habituelle hors de l'Etat où l'immeuble est situé.]

(Doc.trav. 2, 3)

2 En matière de validité, de nullité ou de dissolution des sociétés ou personnes morales, ou de validité ou de nullité des décisions de leurs organes, sont exclusivement compétents les tribunaux de l'Etat dont la loi interne régit la société ou personne morale.

Article 13 – Exclusive jurisdiction (Prel. Doc. 7, No 83 to 91; Prel. Doc. 8, No 28 to 45)

(Work. Docs. 1, 4, 14)

1 In proceedings which have as their object rights in immovable property or tenancies of immovable property, [only] the courts of the State in which the property is situated shall have jurisdiction. [These courts shall have exclusive jurisdiction, unless, in proceedings which have as their object tenancies of immovable property, the tenant is habitually resident in a State other than the State in which the immovable property is situated.]

(Work. Doc. 2, 3)

2 In proceedings which have as their object the validity of the constitution, the nullity or the dissolution of companies or other legal persons, or the validity or nullity of the decisions of their organs, the courts of the State whose internal law applies to the company or legal person shall have exclusive jurisdiction.

Article 14 - Mesures provisoires et conservatoires (Doc.prél. 7, n°126 ; Doc.prél. 8, n°62 à 64) (adaptation des Doc.trav. 25, 27, 37)

1 Le tribunal compétent en vertu de la présente convention pour statuer au fond du litige est compétent pour prononcer toute mesure provisoire ou conservatoire, [*in personam* ou *in rem*], même si les biens objet de la mesure ne sont pas situés sur son territoire.

2 Le tribunal du lieu de situation des biens est compétent pour ordonner une mesure provisoire ou conservatoire limitée à ces biens.

3 Le tribunal du lieu de la résidence habituelle du défendeur est compétent pour prononcer toute mesure provisoire ou conservatoire [*in personam*], même s'il n'est pas saisi du fond du litige. Toutefois, avant de prononcer toute mesure, ce juge devra prendre contact avec le for saisi du fond du litige pour connaître les mesures éventuellement prononcées par lui dans le cadre du même litige.

4 La partie qui requiert une mesure provisoire ou conservatoire à la fois du juge compétent en vertu de l'alinéa 1 et de celui compétent en vertu soit de l'alinéa 2 soit de l'alinéa 3 doit informer chacun de ces juges des requêtes formulées devant les autres juridictions et les résultats auxquels ces requêtes ont abouti.

5 Les juges saisis simultanément ou successivement en vertu du présent article peuvent mettre en oeuvre les mécanismes de coopération judiciaire prévus à l'article 35 [cf. chapitre IV]

6 Les mesures provisoires ou conservatoires au sens de l'alinéa 2 ci-dessus ne comprennent pas une condamnation au paiement d'une provision.

Article 14 – Provisional and protective measures (Prel. Doc. 7, No 126; Prel. Doc. 8, Nos 62 to 64) (adaptation of Work. Docs. 25, 27 and 37)

1 A court having jurisdiction under the Convention to determine the merits of the case shall have jurisdiction to decide upon any provisional or protective measure, [*in personam* or *in rem*], even if property which is the object of such measure is not located on its territory.

2 A court of the place where property is located shall have jurisdiction to order a provisional or protective measure in respect only of that property.

3 A court of the place where the defendant has his habitual residence shall have jurisdiction to decide upon any provisional or protective measure [*in personam*], even if it is not seised with the merits of the case. However, before deciding upon any measure, such court must contact the court dealing with the merits of the case in order to establish what measures may have been ordered by that court in the same dispute.

4 A party who requests a provisional or protective measure from a judge having jurisdiction under paragraph 1, and from a judge having jurisdiction by virtue of paragraph 2 or 3, must inform such judges of applications made in the other jurisdictions and the results of such applications.

5 A judge seised simultaneously or successively under this Article may operate the procedures for judicial co-operation provided for by Article 35 [of Chapter IV].

6 Provisional and protective measures for the purposes of paragraph 2 above do not include an order for an interim payment.

Article 15 - Pluralité de défendeurs (Doc.prél. 7 n° 142; Doc.prél. 9, n° 89 et 90)

Article 16 - Demandes reconventionnelles (Doc.prél. 7, n° 143; Doc.prél. 9, n° 91))

Article 17 - Appel en garantie et intervention (Doc.prél. 7 n° 144; Doc.prél. 9, n° 92)

NB.: Voir aussi article 4 Convention d'élection de for

Article 18 - Connexité (Doc.prél. 7 n° 125; Doc.prél. 9, n° 93 et 94)

Article 15 – Multiplicity of defendants (Prel. Doc. 7, No 142; Prel. Doc. 9, Nos 89 and 90)

Article 16 – Counter claims (Prel. Doc. 7, No 143; Prel. Doc. 9, No 91)

Article 17 – Warranty and intervention (Prel. Doc. 7, No 144; Prel. Doc. 9, No 92)

N.B. See also Article 4 Choice of court.

Article 18 – Related actions (Prel. Doc. 7, No 125; Prel. Doc. 9, Nos 93 and 94)

Section 2 - Compétences interdites (Doc.prél. 7, n° 135 à 140; Doc.prél. 8, n° 81 à 88;
Doc.prél. 9, n° 65 à 67)

Article 19 - Notion de compétences interdites (Doc.prél. 7, n° 138)

Au sens de la présente Convention, une compétence est interdite lorsque le tribunal ne possède pas un lien suffisant avec les parties au litige, les circonstances de l'espèce, la cause ou l'objet de l'action.

Article 20 - Exemples de compétences interdites (Doc.trav. 35)

1 La compétence générale d'un Etat envers le défendeur ne peut être fondée sur les critères suivants:

- a* la présence de biens du défendeur [ou la saisie de biens par le demandeur] sur le territoire de l'Etat;
- b* la nationalité du demandeur [ou du défendeur];
- c* le domicile ou la résidence, habituelle ou temporaire, du demandeur dans le territoire de l'Etat;
- d* la poursuite d'activités commerciales ou autres par le défendeur sur le territoire de l'Etat;
- e* l'assignation délivrée au défendeur sur le territoire de l'Etat;
- f* [la désignation unilatérale du tribunal par le demandeur];
- g* [l'exequatur ou l'enregistrement d'un jugement].

2 Sauf disposition contraire dans la présente Convention, les critères prévus au paragraphe premier, alinéas *b*, *c*, *e* et *f* ne peuvent pas être utilisés non plus pour fonder une compétence spécifique.

Section 2 – Prohibited grounds of jurisdiction (Prel. Doc. 7, Nos 135 to 140; Prel. Doc. 8, Nos 81 to 88; Prel. Doc. 9, Nos 65 to 67)

Article 19 – Notion of prohibited grounds of jurisdiction (Prel. Doc. 7, No 138)

According to the Convention, a ground of jurisdiction is prohibited when the court does not have a sufficiently close link with the parties, the circumstances of the case, the cause or object of the action.

Article 20 – Examples of prohibited grounds of jurisdiction (Work. Doc. 35)

1 General jurisdiction of a State over the defendant may not be based on the following points:

- a* the presence in the territory of the State of property belonging to the defendant, [or the seizure by the plaintiff of property situated there];
- b* the nationality of the plaintiff [or of the defendant];
- c* the domicile, habitual or temporary residence of the plaintiff within the territory of the State;
- d* the carrying on of commercial or other activities by the defendant within the territory of the State;
- e* the service of a writ upon the defendant within the territory of the State;
- f* [a unilateral specification of the forum by the plaintiff];
- g* [the enforcement or registration of a judgment].

2 Unless otherwise provided in the present Convention, the grounds under paragraph 1, sub-paragraphs *b*, *c*, *e* and *f* may not also serve as grounds to establish special jurisdiction.

Section 3 - Compétences autorisées (Doc.prél. 7, n° 134 et 151)

Article 21 – Marge de manoeuvre des Etats

Les tribunaux des Etats contractants peuvent [en outre] se déclarer compétents dans les cas suivants:

a

b

c déni de justice (Doc.prél. 9, n° 83 et 84)

....

à condition, toutefois, que leur droit national les y autorise.

NB: Pour les effets de la décision rendue sur la base de l'article 21, cf. Section 2 ci-dessous

Section 3 – Authorised grounds of jurisdiction (Prel. Doc. 7, Nos 134 and 151)***Article 21 – Margin of manoeuvre of States***

Courts of Contracting States may [in addition] declare that they have jurisdiction in the following cases –

a

b

c denial of justice (Prel. Doc. 9, Nos 83 and 84)

....

provided, however, that their national law so permits.

N.B. For the effects of a decision given on the basis of Article 21, see Section 2 below.

Section 4 - Rôle du tribunal en matière de compétence directe

Article 22 - Autorité du tribunal saisi (Doc.trav. 45)

Lorsqu'une action est intentée devant le tribunal d'un Etat contractant et que le défendeur ne comparaît pas, le tribunal se déclare d'office incompétent si sa compétence n'est pas fondée selon les dispositions de la présente Convention.

Section 4 – Role of the court for direct jurisdiction***Article 22 – Authority of the court seized*** (Work. Doc. 45)

If a claim is brought before a tribunal of a Contracting State and if the defendant does not enter an appearance, the court shall declare of its own motion that it has no jurisdiction unless its jurisdiction is derived from the provisions of this Convention.

Article 23 - Litispendance (Doc.prél. 7, n° 147 à 150; Doc.prél. 9 n° 96 à 100)Variante 1 (Doc.trav. 60)

I 1 Lorsqu'une demande ayant le même objet est déjà pendante entre les mêmes parties devant le tribunal d'un autre Etat contractant, le tribunal saisi en second lieu suspend la cause s'il est à prévoir que le tribunal premier saisi rendra, dans un délai convenable, une décision susceptible d'être reconnue en vertu de la présente Convention dans l'Etat du tribunal saisi en second lieu.

2 Le tribunal saisi en second lieu se dessaisit de la demande dès qu'une décision rendue par le tribunal premier saisi lui est présentée et qui répond aux conditions de sa reconnaissance ou de son exécution en vertu de la présente Convention.

3 Un tribunal est saisi, au sens des paragraphes précédents, lorsque la demande a été introduite auprès de ce tribunal et que l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent a été régulièrement signifié ou notifié au défendeur.

II 1 Le tribunal saisi en premier lieu, s'il considère que le tribunal saisi en second lieu serait [manifestement] mieux à même de résoudre le litige, peut surseoir à statuer et inviter la partie intéressée à demander au tribunal saisi en second lieu s'il accepte d'exercer sa compétence en lieu et place du tribunal premier saisi.

2 Les tribunaux concernés déterminent le caractère approprié du for en tenant compte de toutes les circonstances et, en particulier de

a la distance entre la résidence habituelle, respectivement le siège des parties et les fors concernés,

b la nature et la localisation des moyens de preuve susceptibles de contribuer à la résolution du litige, ainsi que la procédure nécessaire à leur obtention.

3 Les tribunaux concernés peuvent procéder à un échange de vues.

4 Si le tribunal saisi en second lieu constate qu'il est compétent et accepte d'exercer sa compétence en lieu et place du tribunal premier saisi, celui-ci se dessaisit de la demande.

Si le tribunal saisi en second lieu refuse d'exercer sa compétence, le tribunal premier saisi met fin au sursis à statuer.

5 [Cette procédure ne peut avoir pour effet de permettre à une partie d'invoquer la prescription d'une créance qui n'était pas prescrite lorsque la demande était pendante devant le tribunal premier saisi.]

Variante 2 (Doc.trav. 61)

Les tribunaux des Etats contractants doivent suspendre ou radier l'action dont ils sont saisis lorsque cette action serait mise à néant par la reconnaissance ou l'exécution du jugement résultant d'une procédure pendante devant le tribunal d'un autre Etat contractant, à condition que cette procédure ait été commencée en premier et que ce jugement remplisse les conditions de reconnaissance ou d'exécution.

Article 23 – Lis pendens (Prel. Doc. 7, Nos 147 to 150; Prel. Doc. 9, Nos 96 to 100)

Variant 1 (Work. Doc. 60)

I 1 When an action having the same subject matter is already pending between the same parties before the court of another Contracting State, the court second seised shall stay the case if it is to be expected that the court first seised will, within a reasonable time, render a decision capable of being recognised by virtue of this Convention in the State of the court second seised.

2 The court second seised shall decline jurisdiction as soon as it is presented with a decision rendered by the court first seised which complies with the requirements for its recognition or enforcement by virtue of this Convention.

3 Within the meaning of the preceding paragraphs, a court is seised when an application has been made before it and the document instituting the proceedings or an equivalent document has been duly served to the defendant.

II 1 When the court first seised determines that the court second seised in another Contracting State has jurisdiction and is [manifestly] more appropriate to resolve the dispute, it may stay its proceedings and direct the concerned party to request the court second seised to exercise its jurisdiction in place of the court first seised.

2 In determining the appropriateness of a forum the courts concerned will consider all relevant factors and in particular –

a the distance between the habitual residence, respectively the seat of the parties and the concerned fora;

b the nature and location of the evidence capable to contribute to resolve the dispute and the procedure necessary to obtain such evidence.

3 The courts concerned may proceed to an exchange of views.

4 If the court second seised determines that it has jurisdiction and accepts to assume jurisdiction in place of the court first seised, the latter declines jurisdiction.

If the court second seised refuses to exercise jurisdiction, the court first seised does no longer stay the proceedings.

5 [Such procedure shall not have the effect of allowing a party to invoke a limitation period [time bar] with respect to a claim which was not subject to such limitation when it was pending before the court first seised.]

Variant No 2 (Work. Doc. 61)

The courts of each Contracting State shall dismiss or stay the action brought before them when the purpose of such action will be attained by the recognition and/or enforcement of the judgment to be resulted from the pending proceedings before the court of another Contracting State, provided that such pending proceedings were the first to be instituted and such judgment will fulfill the conditions for recognition and enforcement.

Article 24 - Forum non conveniens (Doc.prél. 7 n° 67 à 75, 112 à 114;
Doc.prél. 9, n° 101 à 112)

Variante 1 (Doc.trav. 81)

1 Lorsqu'un tribunal est saisi d'une action par l'une des parties au litige constate qu'il existe un autre tribunal compétent, qui est clairement plus approprié pour juger du litige, le tribunal saisi peut suspendre la procédure jusqu'à ce que la question de la compétence soit réglée.

[2 Pour déterminer la nature appropriée d'un for, le tribunal doit apprécier la réalité et la substance des liens de connexité qui existent avec le litige. Pour ce faire, il doit considérer tous les facteurs pertinents, notamment:

a la commodité respective du tribunal pour les parties et les témoins en tenant compte de leur lieu de situation, leurs activités économiques, la langue qu'ils parlent et dans laquelle sont écrits les documents;

b la localisation des preuves;

c dans quelle mesure l'un des fors et pas l'autre appliquerait son propre droit au fond du litige;

d si une procédure est déjà pendante devant un autre for, à quel stade avancé elle en est.]

3 Même si le tribunal saisi considère qu'il existe un for clairement approprié, il devra accepter sa compétence si les circonstances l'exigent pour une bonne administration de la justice.

Le tribunal requis ne pourra pas refuser la reconnaissance ou l'exécution à une décision sur le fondement que le tribunal d'origine aurait dû refuser d'exercer sa compétence en vertu du présent article.

Variante 2 (Doc.trav. 82)

1 A titre d'exception et à la demande du défendeur au début des procédures, [la Cour] [le tribunal] de l'Etat contractant compétente suivant les dispositions de la Convention, si elle considère qu'une autre [Cour] [tribunal] serait mieux placée pour apprécier l'intérêt des parties à une instance et promouvoir les fins de la justice, peut:

a soit demander à cette [Cour] [tribunal] d'accepter la compétence

b soit surseoir à statuer et inviter les parties à saisir [la Cour] [le tribunal] de cet autre Etat d'une telle demande.

Article 24 – Forum non conveniens (Prel. Doc. 7, Nos 67 to 75 and 112 to 114; Prel. Doc. 9, Nos 101 to 112)

Variant 1 (Work. Doc. 81)

1 Where on the application of any party a court seised of an action is satisfied that there is some other available forum having jurisdiction, which is clearly more appropriate for the trial of the action, it may stay the proceedings until the jurisdictional issue is resolved.

[2 In determining the appropriateness of a forum the court shall determine how real and substantial is its connection with the dispute. In doing so it shall consider all the relevant factors including but not limited to the following –

a the balance of convenience of the parties and witnesses, having regard to their respective places of abode or business and the language of the parties, the witnesses and the documents;

b the whereabouts of sources of evidence;

c whether one forum and not the other will be applying its own law;

d if an action is already pending in the other forum, how far it has progressed.]

3 Even if the court seised considers that there is a clearly more appropriate forum it shall proceed to exercise jurisdiction if there are circumstances by reason of which justice so requires.

A judgment may not be refused recognition or enforcement on the ground that the court addressed takes the view that the court of origin should have declined to exercise its jurisdiction under this Article.

Variant 2 (Work. Doc. 82)

1 By way of exception and at the request of the defendant at an early stage of the proceedings, a [court] [tribunal] of a Contracting State having jurisdiction under the rules of the Convention, if it considers that the [court] [tribunal] of another Contracting State would be better placed in the particular case to adjudicate the interests of the parties to a proceeding and to promote the ends of justice, may:

a request that other [court] [tribunal] to assume jurisdiction, or

b suspend consideration of the case and invite the parties to introduce such a request before the [court] [tribunal] of that other State.

2 Ce faisant, cette [Cour] [tribunal] doit prendre en considération toutes les circonstances pertinentes, notamment les suivantes:

- a dans quel for il serait plus commode et moins coûteux pour les parties à l'instance et leurs témoins d'être entendus;
- b le fait qu'il est préférable d'éviter la multiplicité des instances judiciaires;
- c le fait qu'il est préférable d'éviter que des décisions contradictoires soient rendues par différentes juridictions;
- d l'exécution d'un jugement éventuel.

3 Les [Cours] [tribunaux] concernées peuvent procéder à un échange de vues.

4 [La Cour] [le tribunal] requise ou saisie peut accepter la compétence si elle considère qu'elle est mieux placée pour apprécier l'intérêt des parties à une instance et promouvoir les fins de la justice. Il doit être statué sur cette question de manière diligente.

5 Dans l'éventualité où [la Cour] [le tribunal] requise ou saisie n'accepte pas la compétence, [la Cour] [le tribunal] d'origine doit mettre fin au sursis à statuer.

[6 L'action est présumée avoir été introduite au moment où [la Cour] [le tribunal] d'origine a été saisie.]

Variante 3 (Doc.trav. 87)

La présente Convention ne doit pas être interprétée comme interdisant à un tribunal de refuser d'exercer sa compétence, ou de suspendre la procédure en attendant qu'un autre tribunal se déclare compétent, lorsqu'une telle possibilité est prévue par le droit d'un Etat contractant.

Variante 4 à ajouter éventuellement aux textes ci-dessus. (Proposition du Bureau Permanent)

Lorsque la procédure a été transférée à un autre tribunal en vertu du présent article, l'action ne sera pas prescrite alors même qu'elle l'aurait été si elle avait été intentée devant le tribunal auquel la procédure est transférée et à condition qu'elle ne soit pas prescrite dans l'Etat du tribunal qui procède au transfert.

- 2 In doing so, the [court] [tribunal] shall consider all the relevant factors, including:
- a* the comparative convenience and expense for the parties to the proceeding and for their witnesses, in litigating in the original [court] [tribunal] or in the alternative [court] [tribunal];
 - b* the desirability of avoiding a multiplicity of legal proceedings;
 - c* the desirability of avoiding conflicting decisions in different jurisdictions;
 - d* the enforcement of an eventual judgment.
- 3 The [courts] [tribunals] concerned may proceed to an exchange of views.
- 4 The requested [court] [tribunal] may assume jurisdiction if it considers that this is in the interests of the parties and promotes the ends of justice. It shall decide on this question without undue delay.
- 5 In the event that the requested [court] [tribunal] does not assume jurisdiction, the original [court] [authority] shall proceed to consider the case.
- [6 The case is deemed to have been filed in the [court] [tribunal] at the time it was filed in the original [court] [tribunal]].

Variant 3 (Work. Doc. 87)

Nothing in this Convention precludes the exercise of discretion to decline jurisdiction, or stay a proceeding pending acceptance of jurisdiction by another court, where such discretion is recognized in the laws of a Contracting State.

Variant 4 possibly to be added to the above texts (proposed by the Permanent Bureau)

Where proceedings have been transferred to another court under this article, the action shall not be barred even if this would have been the case had the proceedings been instituted in the court to which they have been transferred, provided that the action is not barred in the State of the court which initiated the transfer.

CHAPITRE III - RECONNAISSANCE ET EXÉCUTION (doc.prél. 7, n° 158 et 159)**Section 1: Règles pour les décisions fondées sur les compétences obligatoires**
(voir ci-dessus chap II, section 1)**Article 25 - Notion de décision** (Doc.prél. 7 n° 160 à 168 ; Doc.prél. 9, n° 46 à 52)

(Adaptation Doc.trav. 68) (Voir aussi variante n° 1 article 1)

Au sens de la présente Convention, une décision susceptible de reconnaissance ou d'exécution est une décision rendue par [un tribunal] une autorité juridictionnelle d'un Etat contractant, de quelque nature qu'elle soit et quelle que soit la dénomination qui lui est donnée dans cet Etat.

*NB.: Cf également ci-dessous les articles 33 et 34
consacrés aux actes authentiques et aux transactions*

CHAPTER III – RECOGNITION AND ENFORCEMENT (Prel. Doc. 7, Nos 158 and 159)

Section 1 – Rules for decisions based on compulsory grounds of jurisdiction
(see above Chapter II, Section 1)

Article 25 – The concept of decision (Prel. Doc. 7, Nos 160 to 168; Prel. Doc. 9, Nos 46 to 52)

(Adaptation of Work. Doc. 68) (see also Variant 1, Article 1)

According to the Convention a decision capable of being recognised or enforced is a decision rendered by [a court] a judicial authority of a Contracting State, regardless of its nature and of the name given to it in that State.

N.B. Cf. below Articles 33 and 34 concerning authentic instruments and settlements.

Article 26 - Règle générale de reconnaissance (Doc.prél. 9, n° 16 à 20 et 53)Variante 1 (Doc.trav. 73)

NB.: Cette reconnaissance de plein droit sera particulièrement importante pour les décisions rendues sur actions déclaratoires

Les décisions rendues dans un Etat contractant sont reconnues dans les autres Etats contractants sans qu'il soit nécessaire de recourir à aucune procédure.

En cas de contestation, toute partie intéressée peut faire constater à titre principal selon la procédure (à prévoir) que la décision doit, ou ne peut être, reconnue selon les critères exposés à l'article 27 ci-dessous.

Article 26 – General rule of recognition (Prel. Doc. 9, Nos 16 to 20 and 53)

Variant 1 (Work. Doc 73)

N.B. This recognition by operation of law will be particularly important in relation to decisions given in declaratory actions.

A judgment given in a Contracting State shall be recognised in the other Contracting States without any procedure being required.

Any interested party who raises the recognition of a judgment as the principal issue in a dispute may, in accordance with the procedure (to be provided for), apply for a decision that the judgment be, or shall not be, recognised according to the criteria set forth in Article 27 below.

Article 27 - Règle générale pour l'exécution

La reconnaissance ou l'exécution de la décision peut être refusée:

(Doc.trav. 44, 45, 46, 47, 48, 49, 54, 62, 68, 76, 84)

1 si la décision a été rendue par un tribunal [une autorité] considéré comme non compétent au sens de la Convention [dont la compétence n'était pas fondée sur un chef de compétence prévu dans la Convention] [ou autrement autorisée par la Convention.]

2 Lors de l'appréciation de la compétence du tribunal d'origine, l'autorité de l'Etat requis est liée par les constatations de fait sur lesquelles le tribunal d'origine a fondé sa compétence [à moins que la décision ait été rendue par défaut];

3 [si un litige entre les mêmes parties et ayant le même objet est pendant devant un tribunal de l'Etat requis, premier saisi,] (cf. Aussi article 23 sur la litispendance);

4 si la décision est inconciliable avec une décision rendue entre les mêmes parties, soit dans l'Etat requis, soit dans un autre Etat, pour autant qu'elle soit, dans ce dernier cas, susceptible d'être reconnue ou exécutée dans l'Etat requis;

5 [si la décision a été rendue au mépris d'une convention d'arbitrage valable selon la loi de l'Etat requis ou si elle est inconciliable avec une sentence arbitrale rendue dans l'Etat requis ou réunissant les conditions de sa reconnaissance ou de son exécution dans cet Etat.] (Voir aussi l'article 37 variante 1);

6 si la décision peut faire l'objet d'un recours [ordinaire] dans l'Etat d'origine et n'est pas exécutoire;

7 si la reconnaissance ou l'exécution est manifestement incompatible avec l'ordre public de l'Etat requis; (Doc.prél. 7, n° 183 à 187 ; Doc.prél. 9, n° 30 à 33);

8 *(NB.: Cette disposition est vraisemblablement mieux placée à l'article 32)* si et dans la mesure où la décision prévoit l'allocation de dommages et intérêts dont la nature punitive ou non compensatoire est prédominante;

9 si la décision résulte d'une fraude commise dans la procédure [de manœuvres frauduleuses établies sur la base d'une preuve constituée une fois la décision rendue] ou en cas d'absence d'impartialité ou d'indépendance du tribunal d'origine. (Doc.prél. 7, n° 189 à 191; Doc.prél. 9, n° 40 à 45);

10 si le juge d'origine n'a pas appliqué la loi que le juge requis aurait appliquée, sauf si le résultat auquel le juge d'origine est parvenu est sensiblement le même que celui auquel le juge requis serait parvenu;

11 sous réserve de ce qui est nécessaire pour l'application des paragraphes qui précèdent, l'autorité de l'Etat requis ne procédera à aucune revision au fond de la décision rendue dans l'Etat d'origine.

Article 27 – General rule for enforcement

Recognition or enforcement of a decision may be refused –

(Work. Docs. 44, 45, 46, 47, 48, 49, 54, 62, 68, 76 and 84)

- 1 if the decision was given by a court [an authority] considered not to have jurisdiction within the meaning of this Convention, [whose jurisdiction was not based on a ground of jurisdiction provided by this Convention] [or otherwise authorised by this Convention];
- 2 in questions relating to the jurisdiction of the court of the State of origin, the authority of the State addressed shall be bound by the findings of fact on which that court based its jurisdiction [unless the decision was rendered by default];
- 3 [if proceedings between the same parties and having the same subject matter are pending before a court of the State addressed and those proceedings were the first to be instituted,] (*Cf.* Also Article 23 on *lis pendens*);
- 4 if the decision is irreconcilable with a decision given in a dispute between the same parties, either in the State addressed, or in another State, provided that in the latter case the decision is capable of recognition or enforcement in the State addressed;
- 5 [if the decision has been rendered in defiance of an arbitration agreement which is valid under the laws of the State addressed or if it is irreconcilable with an arbitral award rendered in the State addressed or capable of recognition or enforcement in that State.] (See also Article 37, Variant 1);
- 6 if the decision is subject to [ordinary] review in the State of origin and is not enforceable;
- 7 if the recognition or enforcement is manifestly contrary to the public policy of the State addressed (Prel. Doc. 7; Nos 183 to 187; Prel. Doc. 9, Nos 30 to 33);
- 8 (NB: This provision is probably better placed in Article 32) if and when the decision provides for damages the non-compensatory or punitive nature of which is predominant;
- 9 if the decision was the result of a fraud in the proceedings [of fraudulent actions proven after the decision was rendered] or if the court of origin lacked impartiality or independence (Prel. Doc. 7; Nos 189 to 191; Prel. Doc. 9, Nos 40 to 45);
- 10 if the court of origin did not apply the law which would have been applied by the court addressed, unless the result is substantially the same as that which would have been attained by the court addressed;
- 11 apart from what is necessary to apply the preceding paragraphs, the authority of the State addressed will not review the merits of the decision of the State of origin.

Variante à ajouter éventuellement (Doc.trav. 50)

12 Une demande tendant à la reconnaissance ou à l'exécution d'une décision ne peut être refusée au motif que la décision manque de motivation, ou que, pour cette raison, la reconnaissance ou l'exécution de la décision serait incompatible avec l'ordre public de l'Etat requis. (Doc.prél. 7, n° 182 ; Doc.prél. 9 n°27 à 29)

Toutefois, si le contenu de la décision [et de tout autre document produit] ne permet pas à l'autorité requise de vérifier que la décision tombe dans le champ d'application à raison de la matière de la Convention, cette autorité peut exiger tous autres documents utiles.

Variant possibly to be added (Work. Doc. 50)

12 An application for recognition or enforcement of a decision may not be refused on the ground that no reasons are given for the decision, nor that it is for that reason contrary to public policy in the State addressed to recognise or enforce it. (Prel. Doc. 7, No 182; Prel. Doc 9, Nos 27 to 29)

However, if the content of the decision [and of any other document submitted] does not allow the requested authority to verify whether the decision falls within the material scope of application of the Convention, this authority may require submission of any other document that may be useful.

Article 28 - Règle spéciale pour les décisions par défautVariante 1 (Doc.trav. 46 + 77)

Une décision par défaut ne sera reconnue et déclarée exécutoire que si l'acte introductif d'instance contenant les éléments essentiels de la demande ou un acte équivalent a été régulièrement signifié ou notifié à la partie défaillante selon le droit de l'Etat d'origine et si, compte tenu des circonstances, cette partie a disposé d'un délai suffisant pour présenter sa défense.

Variante 2 (Doc.trav. 55)

Les décisions ne sont pas reconnues si l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent n'a pas été signifié ou notifié au défendeur défaillant, régulièrement et en temps utile pour qu'il puisse se défendre.

Toutefois, une décision est reconnue si, nonobstant l'irrégularité de la signification ou notification, le défendeur a été en mesure de se défendre.

(Variante 3 à ajouter éventuellement)

On entend par «décision par défaut», une décision rendue alors que le défendeur n'était ni présent ni représenté au cours de la procédure.

Article 28 – Special case of decisions rendered by defaultVariant 1 (Work. Docs. 46 and 77)

A decision rendered by default shall not be recognised nor enforced unless the defaulting party was duly served with the document which instituted the proceedings, including notice of the substance of the claim, or with an equivalent document in accordance with the law of the State of origin in sufficient time, under the circumstances, to enable him to defend the proceedings.

Variant 2 (Work. Doc. 55)

A judgment shall not be recognised where it was given in default of appearance, if the defendant was not duly served with the document which instituted the proceedings or with an equivalent document in sufficient time to enable him to arrange for his defence.

However, a judgment shall be recognised in spite of the fact that the document was not duly served, if the defendant was able to arrange for his defence.

(Variant 3 possibly to be added)

A “decision rendered by default” is a decision given when the defendant is neither present, nor represented in the proceedings.

Article 29 - Règle commune - pièces à produire (Doc.trav. 46 + 49 + 53 + 68)

La partie qui invoque la reconnaissance [ou la conteste à titre principal] ou qui demande l'exécution doit produire:

- 1 une expédition complète et authentique de la décision;
- 2 s'il s'agit d'une décision par défaut, [tout document] l'original ou une copie certifiée conforme du document établissant que l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent a été régulièrement signifié ou notifié à la partie défaillante;
- 3 [le cas échéant,] tout document de nature à établir que la décision ne peut plus faire l'objet d'un recours ordinaire [ou d'un autre moyen de nature à l'empêcher de produire ses effets] dans l'Etat d'origine, et, le cas échéant, que la décision est susceptible d'exécution dans l'Etat d'origine;
- 4 sauf dispense de l'autorité requise, la traduction des documents mentionnés ci-dessus, [certifiée conforme [, soit par un agent diplomatique ou consulaire, soit par un traducteur assermenté ou juré, soit] par toute [autre] personne autorisée à cet effet dans l'Etat requis].
- 5 Si le contenu de la décision ne permet pas à l'autorité requise de vérifier que les conditions de la Convention sont remplies, cette autorité peut exiger tous autres documents utiles.
- 6 S'il y a lieu, le document justifiant que le requérant bénéficie de l'aide judiciaire dans l'Etat d'origine.
- 7 Le formulaire prévu à l'article 36 ci-dessous, dûment rempli par le greffe du tribunal d'origine.
- 8 Aucune légalisation ni formalité analogue ne peut être exigée.

Article 29 – General rules – documents to be filed (Work. Docs 46, 49, 53 and 68)

The party seeking recognition or applying for enforcement shall furnish –

- 1 a complete and authenticated copy of the decision;
- 2 if the decision was rendered by default, [any document] the originals or certified true copies of the documents required to establish that the document which instituted the proceeding or an equivalent document was duly served on the defaulting party;
- 3 [if need be,] all documents required to establish that the decision is no longer subject to ordinary forms of review [or to any other review preventing the decision to produce its effects] in the State of origin and, as the case may be, that the decision is enforceable in the State of origin;
- 4 unless the authority addressed otherwise requires, translations of the documents referred to above, certified as correct [either by a diplomatic or consular agent or by a sworn translator or] by a [any other] person so authorised in the State addressed;
- 5 if the terms of the decision do not permit the authority addressed to verify whether the conditions of this Convention have been complied with, that authority may require the production of any other necessary documents;
- 6 as the case may be, the document justifying that the claimant had legal aid in the State of origin;
- 7 the form provided for in Article 36 hereunder, duly prepared by the registrar of the court of origin;
- 8 no legalisation or other like formality may be required.

Article 30 – Procédure pour l'exécution (Doc.prél. 7, n° 173 à 177, 195 à 199; Doc.prél. 9 n° 54 à 60)

Variante 1 (Doc.trav. 49)

La procédure est réglée par le droit interne de l'Etat requis.

Variante 2 (Doc.trav. 56)

La procédure tendant à obtenir l'exécution de la décision suit les règles de la procédure la plus rapide connue par le droit de l'Etat requis.

Variante 3 (Doc.trav. 62)

1 Il est statué sur la demande en exequatur sans que la partie contre laquelle l'exécution est demandée puisse, en cet état de la procédure, présenter d'observation. La demande ne peut être rejetée que si la décision étrangère ne remplit pas les conditions prévues par la convention pour pouvoir être reconnue et exécutée. En aucun cas, la décision étrangère ne peut faire l'objet d'une révision au fond.

2 Contre la décision autorisant ou refusant l'exécution, un recours peut être formé. Ce recours est jugé comme matière urgente dans le cadre d'une procédure contradictoire.

3 Pour pouvoir être rendue exécutoire, la décision étrangère doit être exécutoire dans l'Etat d'origine.

Il peut être sursi à statuer sur la demande en exequatur si la décision étrangère fait, dans l'Etat d'origine, l'objet d'un recours ordinaire ou si le délai pour le former n'est pas expiré; dans ce dernier cas, un délai pour former ce recours peut être imparti. L'exécution peut être subordonnée à la constitution d'une garantie.

Pendant le délai du recours prévu au paragraphe 2 et jusqu'à ce qu'il soit statué sur celui-ci, il ne peut être procédé qu'à des mesures conservatoires sur les biens de la partie contre laquelle l'exécution est demandée.

La décision qui accorde l'exécution emporte de plein droit l'autorisation de procéder à ces mesures.

Article 30 – Procedure for enforcement (Prel. Doc. 7, Nos 173 to 177; 195 to 199;
Prel. Doc. 9, No 54 to 60)

Variant 1 (Work. Doc. 49)

The procedure shall be governed by the internal law of the State addressed.

Variant 2 (Work. Doc. 56)

The procedure for securing the enforcement of the judgment shall be governed by the most expeditious procedure of the requested State.

Variant 3 (Work. Doc. 62)

1 The decision on the request for enforcement of the judgments shall be given without permitting the party against whom enforcement is sought to make, at this stage of the proceedings, any submission. The request may be refused only if the foreign decision does not fulfil the conditions for recognition and enforcement provided for in the Convention. Under no circumstances may a foreign decision be reviewed on the merits.

2 The decision authorising or refusing the enforcement may be reviewed. This review shall be decided as an urgent matter in a contradictory procedure.

3 In order to be enforced, the foreign decision must be enforceable in the State of origin.

The proceedings on the request for enforcement may be stayed if an ordinary review has been lodged against the judgment in the State of origin or if the time for such a review has not yet expired; in the latter case, the time within which such a review is to be lodged may be specified. The enforcement may be made conditional on the provision of security.

During the time specified for an appeal under paragraph 2 and until any such review has been determined, no measures of enforcement may be taken other than protective measures taken against the property of the party against whom enforcement is sought.

The decision authorising enforcement shall carry with it the power to proceed to such protective measures.

Article 31 – Frais de la procédure - Aide judiciaireVariante 1 (Doc.trav. 53)

La partie admise à l'assistance judiciaire dans l'Etat d'origine en bénéficiera dans toute procédure tendant à la reconnaissance ou à l'exécution de la décision dans l'Etat requis, dans les conditions équivalentes [les plus favorables prévues par le droit de cet Etat].

Variante 2 (Doc.trav. 68)

Aucune caution ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être exigé pour garantir le paiement des frais et dépens, à raison de la nationalité ou de la résidence habituelle du requérant.

Article 31 – Costs of proceedings – legal aid**Variant 1 (Work. Doc. 53)**

A party granted legal aid in the State of origin shall be extended such aid under equivalent conditions [in the most extensive way in accordance with the law of the State addressed] in any proceedings for the recognition or for the enforcement of a foreign decision.

Variant 2 (Work. Doc. 68)

No security, bond or deposit, however described, shall be required by reason of nationality or habitual residence of the applicant to guarantee the payment of judicial costs or expenses.

Article 32 - Etendue des effets admis dans l'Etat requis (Doc.prél. 7, n° 169 à 171).
 Sur les dommages et intérêts excessifs : Doc.prél. 7, n° 192 à 194 et Doc.prél. 9, n° 61 à 64.

NB.: Les variantes ne sont pas exclusives les unes des autres

Variante 1 (Adaptation Doc.trav. 68 et 75)

La décision produit dans l'Etat requis les effets qui lui sont accordés dans l'Etat d'origine en vertu du droit de cet Etat. Pour le cas où l'un de ces effets ne serait pas connu dans l'Etat requis, ce dernier accorde au jugement l'effet le plus proche connu de son droit interne.

Variante 2 (Doc.trav. 62)

Lorsque la décision étrangère a statué sur plusieurs chefs de la demande et que l'exécution ne peut être autorisée pour le tout, l'exécution peut n'être accordée que pour un ou plusieurs d'entre eux.

Le requérant peut demander une exécution partielle.

Variante 3 spécifique sur les dommages et intérêts

1 *Dommages et intérêts non compensatoires* (Doc.trav. 63, 1ère partie)

Alternatives selon la structure de la Convention:

a Dans le cas où une décision accorde des dommages non compensatoires, elle doit être reconnue au moins pour la partie et le montant, le cas échéant, des dommages similaires ou comparables qui auraient pu être octroyés dans l'Etat requis.

OU

b Dans le cas où une décision accorde des dommages non compensatoires, il ne doit pas être procédé à sa reconnaissance au-delà de la partie, ou du montant, le cas échéant, des dommages similaires ou comparables qui auraient pu être octroyés dans l'Etat requis.

2 *Dommages et intérêts excessifs* (Doc.trav. 63, 2ème partie)

Si, à la suite d'une procédure au cours de laquelle le créancier de la décision a eu l'occasion d'être entendu, le débiteur de la décision établit à la satisfaction du tribunal requis que, compte tenu des circonstances, incluant celles existant dans l'Etat d'origine, une compensation ou des dommages exagérément excessifs ont été accordés, la reconnaissance peut être limitée à un montant inférieur, mais qui, en aucun cas, ne peut être inférieur au montant de la compensation ou des dommages qui, compte tenu des circonstances, auraient pu être octroyés par le tribunal requis.

Article 32 – Scope of effects in the requested State Prel. Doc. 7, Nos 169 to 171).
On excessive damages (Prel. Doc. 7, Nos 192 to 194; Prel. Doc. 9, Nos 61 to 64)

N.B. The variants are not exclusive from each other

Variant 1 (adaptation of Work. Docs. 68 and 75)

The decision is given in the State addressed the effects it enjoys in the State of Origin according to that law. If one of these effects is unknown in the State addressed, the latter gives the judgment the most approximate effect as provided for in its domestic law. (adaptation of Work. Doc. 75)

Variant 2 (Work. Doc. 62)

Where the foreign decision has ruled on several heads of application and the enforcement of all cannot be permitted, enforcement may apply to one or more of them.

The applicant may seek partial enforcement.

Variant 3 relating specifically to damages

1 *Non-compensatory damages* (Work. Doc. 63, first part)

Alternatives, depending on Convention structure:

a In so far as a judgment awards non-compensatory damages, it shall be recognised at least to the extent and to the amount, if any, that similar or comparable damages could have been awarded in the State addressed.

OR

b In so far as a judgment awards non-compensatory damages, it need not be recognised beyond the extent, or the amount, if any, that similar or comparable damages could have been awarded in the State addressed.

2 *Excessive damages* (Work. Doc. 63, second part)

When the judgment debtor, after proceedings at which the judgment creditor has the opportunity to be heard, satisfies the court addressed that in the circumstances, including those existing in the State of origin, grossly excessive compensation or damages have been awarded, recognition may be limited to a lesser amount, but in no event shall that amount be less than the amount of compensation or damages that, in the circumstances, could have been awarded by the court addressed.

Variante 4 (Doc.trav. 68 II 9.)

Lorsque la décision d'origine comporte une condamnation à des dommages et intérêts le juge de l'Etat requis peut réduire ces dommages et intérêts s'il les estime manifestement abusifs au regard du préjudice subi.

Variante 5 (Doc.trav. 71)

Si le débiteur de la décision établit à la satisfaction du tribunal requis que, compte tenu des circonstances pertinentes, une compensation ou des dommages exagérément excessifs ont été accordés, la reconnaissance peut être limitée à un montant inférieur, mais qui ne sera inférieur au montant de la compensation ou des dommages qui auraient pu être octroyés par le tribunal requis.

Variant 4 Article 32 (Work. Doc. 68, II 9)

Where the original decision includes an award of damages, the judge in the requested State may reduce the damages if he is of the view that they are manifestly abusive having regard to the loss which has occurred.

Variant 5 (Work. Doc. 71)

When the judgment debtor satisfies the court addressed that in the relevant circumstances grossly excessive compensation or damages have been awarded, recognition may be limited to a lesser amount, but that amount shall not be less than the amount of compensation or damages that could have been awarded by the court addressed.

Section 2 - Règles pour les décisions fondées sur les compétences autorisées (voir ci-dessus chap. II, Section 3, article 21)

NB.: Plusieurs méthodes peuvent être suivies pour cette question. Le plus simple est certainement de laisser les Etats contractants appliquer leur droit commun.

Section 2 – Rules for decisions based on authorised grounds of jurisdiction
(see also Chapter II, Section 3, Article 21)

N.B. Several methodologies may be followed here. The easiest would be simply to leave this matter to the domestic law of Contracting States.

Section 3 - Actes authentiques et transactions

Article 33 - Actes authentiques (Doc.prél. 7, n° 163 à 165, et Doc.prél. 9 n° 51)

Variante 1 (Doc.trav. 22)

Les actes authentiques reçus et exécutoires dans un Etat contractant sont, sur requête, déclarés exécutoires dans un autre Etat contractant, conformément à la procédure prévue aux articles X et suivants. La requête ne peut être rejetée que si l'exécution de l'acte authentique est contraire à l'ordre public de l'Etat requis.

L'acte produit doit réunir les conditions nécessaires à son authenticité dans l'Etat d'origine.

Les dispositions concernant la reconnaissance et l'exécution sont en tant que besoin, applicables.

Article 34 - Transactions (Doc.prél. 7, n° 166 à 168 ; Doc.prél. 9, n° 52)

(Doc.trav. 68 point V)

Les transactions [conclues devant le juge et] exécutoires dans l'Etat d'origine sont exécutoires dans l'Etat requis aux mêmes conditions que les décisions visées par la présente Convention pour autant que ces conditions leur seront applicables.

Section 3 – Authentic instruments and settlements

Article 33 – Authentic instruments Prel. Doc. 7, Nos 163 to 165, and Prel. Doc. 9, No 51

Variant 1 (Work. Doc. 22)

A document which has been formally drawn up or registered as an authentic instrument and is enforceable in one Contracting State shall, in another Contracting State, be declared enforceable there, on application made in accordance with the procedures provided for in Article X *et seq*. The application may be refused only if enforcement of the instrument is contrary to public policy in the State addressed.

The instrument produced must satisfy the conditions necessary to establish its authenticity in the State of origin.

The provisions concerning recognition and enforcement shall apply as appropriate.

Article 34 – Settlements (Prel. Doc. 7, Nos 166 to 168; Prel. Doc. 9, No 52)

(Work. Doc. 68, point V)

Settlements which [have been approved by a court and] are enforceable in the State of origin are enforceable in the requested State under the same conditions as judgments covered by this Convention inasmuch as these conditions apply to such settlements.

CHAPITRE IV - COOPÉRATION JUDICIAIRE***Article 35 - Dialogue transfrontière entre juges***

Dans les cas prévus aux articles 14, 23 et 24 ci-dessus, (mesures provisoires, litispendance et *forum non conveniens*), les juges des Etats contractants pourront s'entretenir par tous moyens à leur convenance afin de décider ensemble quel tribunal devra statuer sur le litige en cause. Ce faisant, les juges concernés devront respecter strictement le principe de la contradiction et appeler les parties à faire valoir leurs arguments ou, le cas échéant, participer à la discussion.

Article 36 - Formulaire

Pour faciliter la reconnaissance et l'exécution des décisions rendues par les tribunaux des Etats contractants, le greffe de chaque tribunal ou toute autre entité ou personne désignée par le chef de la juridiction concerné, remettra, à la partie qui en fait la demande, un formulaire établi selon le modèle annexé à la présente Convention, dûment rempli par ses soins et revêtant son cachet. Ce formulaire n'aura aucune valeur sans être accompagné de la décision complète qui a entraîné son établissement. En cas d'erreur ou omission contenue dans ce formulaire, seule la décision fera foi. Aucun recours ne sera admis en cas de refus d'établissement du formulaire ou en cas d'erreur ou d'omission contenue dans ce formulaire.

CHAPTER IV – JUDICIAL CO-OPERATION***Article 35 – Transfrontier communication between judges***

In the situations provided for by Articles 14, 23 and 24 above (provisional measures, *lis pendens* and *forum non conveniens*) judges of Contracting States may communicate by any means at their disposal for the purpose of determining which court should rule upon the case at issue. In doing so the judges concerned should respect strictly the principle *audi alteram partem* and invite the parties to state their case or, if necessary, to take part in the discussion.

Article 36 – Form

In order to facilitate the recognition and enforcement of decisions rendered by the courts of the Contracting States, the registrar of each court or any other entity or person designated by the head of the jurisdiction concerned, shall hand over to the requesting party a form drawn up in conformity with the model attached to the present Convention, properly filled in by him and bearing his stamp. This form shall have no value whatsoever unless accompanied by the full decision which has led to it. In the event of error or omission in the content of the form, the decision alone shall prevail. No appeal shall be possible if the issuing of the form is refused, or in the event of error or omission.

CHAPITRE V - DISPOSITIONS GÉNÉRALES***Article 37 - Rapport avec d'autres conventions***Variante 1 (Doc.trav. 74; Doc.Prel. 9, n° 5 à 9)

La présente Convention ne déroge pas au droit des Etats contractants en matière d'arbitrage.

Variante 2 (Doc.trav. 92 - IV)

En outre, la présente Convention ne déroge pas aux instruments internationaux auxquels des Etats contractants sont ou seront parties et qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la présente convention.

Variante 3 (Doc.trav. 72)

La présente Convention ne déroge pas à l'application par un Etat contractant de:

- la Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968 sur la compétence et la reconnaissance et l'exécution des jugements en matière civile et commerciale, telle qu'amendée ainsi que ses futurs amendements;
- la Convention de Lugano du 16 septembre 1988 sur la compétence et la reconnaissance et l'exécution des jugements en matière civile et commerciale, telle qu'amendée ainsi que ses futurs amendements.

Article 38 - Interprétation uniforme (Doc.prél. 7 n° 200 à 203; Doc.prél. 8, n° 89;
Doc.prél. 9, n° 118)

NB.: Cf. Document préparé par les Co-rapporteurs (Doc. trav. 94) qui sera adressé aux experts ultérieurement

Article 39 - Minimum conventionnel

La présente Convention n'interdit pas aux Etats contractants d'appliquer des règles plus favorables à la reconnaissance ou à l'exécution des décisions étrangères.

CHAPTER V – GENERAL PROVISIONS

Article 37 – Relations with other conventions

Variant 1 (Work. Doc. 74 and Prel. Doc. 9, Nos 5 to 9)

This Convention shall not derogate from the laws of the Contracting States in matters of arbitration.

Variant 2 (Work. Doc. 92-IV)

This Convention does not affect any international instrument to which Contracting States are or will become Parties and which contains provisions on matters governed by the Convention.

Variant 3 (Work. Doc. 72)

This Convention shall not prejudice the application by Contracting States of –

- the Convention on Jurisdiction and Enforcement of Judgments in Civil and Commercial Matters, done at Brussels on 27 September 1968, including its amendments and future amendments;
- the Convention on Jurisdiction and Enforcement of Judgments in Civil and Commercial Matters, done at Lugano on 16 September 1988, including its future amendments.

Article 38 – Uniform interpretation (Prel. Doc. 7, Nos 200 to 203; Prel. Doc. 8, No 89; Prel. Doc. 9, No 118)

*N.B. Cf Document prepared by the Co-Reporters
(Work. Doc. 94) which will be sent to experts at a
later date.*

Article 39 – Minimum provided by the Convention

The Convention does not prevent Contracting States from applying rules which are more favourable to the recognition or enforcement of foreign judgments.

CHAPITRE VI - DISPOSITIONS TRANSITOIRES**CHAPITRE VII - CLAUSES FINALES*****Article 40 - Acceptation de l'accession***

(Doc.trav. 88) et (Doc.prél. 9 n° 120 et 121)

- 1 Cette Convention prendra effet entre deux Etats contractants après son dépôt auprès du dépositaire des déclarations de deux Etats confirmant son entrée en vigueur entre ces deux Etats.
- 2 Au moment du dépôt de son instrument de ratification et d'accession, chaque Etat déposera auprès du dépositaire les copies des déclarations concernant tous les Etats contractants avec lequel l'Etat ratifiant ou accédant souhaite être lié par la Convention.
- 3 Chaque Etat qui établira des déclarations concernant l'entrée en vigueur de la Convention avec d'autres Etats contractants, déposera ses déclarations auprès du dépositaire.
- 4 Nonobstant toute autre disposition de la Convention, les dispositions conférant des droits ou imposant des obligations aux Etats contractants, leurs résidents habituels ou les entités qui sont organisées en vertu de leur droit, s'appliqueront uniquement vis-à-vis des Etats qui ont fait une déclaration en ce sens en vertu du présent article et seulement entre ces Etats.
- 5 La Conférence de La Haye de droit international privé publiera régulièrement des informations sur les déclarations prévues au présent article.

CHAPTER VI – TRANSITIONAL PROVISIONS

CHAPTER VII – FINAL CLAUSES

Article 40 – Acceptance of adherence

(Work. Doc. 88) and (Prel. Doc. 9, Nos 120 and 121)

1 This Convention shall become effective between any two Contracting States after the deposit with the depositary of declarations by the two states confirming the entry into force between the two States of treaty relations under this Convention.

2 At the time of deposit of its instrument of ratification of or accession to this Convention, each State shall deposit with the depositary copies of its declarations concerning all Contracting States with which the new State will enter into treaty relations under the Convention.

3 Upon the issuance of declarations concerning the entry into force of treaty relations between Contracting States, each State shall deposit with the depositary copies of such declarations.

4 Notwithstanding any other provision of this Convention, its provisions referring to the rights, obligations and treatment of Contracting States, habitual residents thereof and legal entities organised under the law thereof shall apply only with respect to those States that have filed declarations under this Article X and only with respect to treaty relations between and among such States.

5 The Hague Conference on Private International Law shall regularly publish information reporting on the declarations that have been deposited pursuant to this Article.